

- Les problèmes que nous voudrions traiter se ramènent à des interrogations liées elles-mêmes à des constatations opérées dans le domaine de l'aménagement de l'espace communal. En effet, la création de nouvelles zones d'habitation pose des problèmes d'intégration avec les zones préexistantes, notamment au niveau de la vie sociale et quelle que soit l'échelle de la Commune considérée.

Les caractères qualitatifs d'une opération d'urbanisation sont donc déterminants : quels sont les choix à effectuer pour qu'elle s'intègre dans l'histoire du lieu, dans quels champs doivent-ils être réalisés, quels seuils minimaux d'intégration sont-ils repérables ?

Le sentiment d'appartenance est très vivant dans les populations « enracinées », il se transforme en réflexe d'auto-conservation à l'égard de nouveaux venus jugés envahissants ou par trop indifférents. Ce sentiment est-il la simple réminiscence de l' ancestrale solidarité communautaire ? L'enracinement ne prône-t-il pas que les populations ne sont pas interchangeables, d'où le grave problème de la localisation de l'emploi ? Quel est le contenu de cet « enracinement » et peut-il devenir moteur dans la naissance de véritables collectivités locales ? Plus généralement, quel est le rôle de l'histoire locale dans le rapport à l'espace communal ?

Pour ramener les problèmes au niveau du pouvoir local, l'objet de l'étude pourrait être les difficultés de relations entre municipalité élue et population, dans la mesure où les initiatives des élus pour accroître le potentiel communal pourront être perçues négativement par la population si elles suscitent de trop profondes transformations du contexte local.

- Le terrain d'observation choisi est celui de la commune rurale de St Pierre d'Aurillac, 1000 habitants, riveraine de la Garonne, traversée par la voie ferrée Bordeaux-Toulouse et la RN113. Le bourg s'étale le long de cette dernière : à flanc de coteaux, sont disséminés une série de « villages » ou hameaux viticoles.

Le maire, important responsable du P.C.F., a entrepris une politique spectaculaire et très volontariste d'expansion de sa commune. Voulant dépasser le seuil des 1000 habitants (fatidique pour certaines subventions) et dynamiser la population par l'apport de nouveaux venus jeunes et actifs, il a saisi l'opportunité de libérations foncières pour créer des groupements d'habitation neufs.

Ces groupements, situés à la charnière des « villages » viticoles, ont permis de mettre sur le marché des logements sociaux individuels et à prix très modiques en termes d'accession à la propriété.

Mais, cinq années après leur occupation, ils sont devenus un ghetto très mal ressenti par le noyau des implantés, soit parce que leurs occupants ne participent pas à la vie locale, soit parce qu'ils y sont trop actifs.

Après avoir songé à développer ces groupements en nouveau bourg, avec annexes de la mairie et de l'école, le maire s'est rendu compte de l'ampleur du problème à l'occasion de divers moments symptomatiques de la vie sociale et collective locales.

Par le biais d'une action associative et d'une urbanisation remplissant les vides entre le bourg et les nouveaux quartiers, le Conseil Municipal de St Pierre tente de résoudre le problème.

Nous avons là un exemple très concret de l'importance des choix d'urbanisme et des critères qualitatifs de définition des opérations, puisque, même satisfaisante sur le plan quantitatif, cette opération s'est révélée comme un échec sur le plan de la vie communale.

- Pour étudier ce terrain, nous avons l'intention de procéder au recueil d'informations sur place auprès de personnes-clés, le maire, l'instituteur, les responsables d'associations sportives et socio-éducatives, les conseillers municipaux chargés des problèmes d'urbanisme, les représentants de la D.D.E. et de la D.D.A. Nous pensons également effectuer un sondage rapide sur l'image qu'a la population du bourg des nouveaux venus et vice-versa, en retenant plus particulièrement le témoignage des commerçants, artisans et agriculteurs d'un côté, ouvriers et employés de l'autre.

Dans un second temps, nous comptons relier les résultats de cette enquête à l'étude que nous avons menée sur St-Macaire, à l'occasion de l'obtention du diplôme d'architecte DPLG puis de tenter de définir de manière générale quel doit être le degré de prise en compte du facteur « enracinement » donc de l'histoire dans la modification du contexte spatial et social local.

- Nous sommes conduits à traiter de ce problème en raison de notre profession, mais aussi du sentiment d'appartenance que nous ressentons par rapport à St Macaire et que nous cherchons à éclaircir. De plus, nous avons l'intuition qu'à ce niveau peut être décelé un facteur d'appropriation de l'espace local par la population résidente, agissant alors en véritable collectivité, si elle peut dépasser le mythe de l'unité locale transcendant les classes sociales.

**NOTE DE PRESENTATION DU SUJET DE MEMOIRE DE RECHERCHE PERSONNELLE
Pour le D.E.A. « Gouvernement local et Administration locale »**

M. DUMAS, maître-assistant, animateur du séminaire de recherche

- Les problèmes que nous voudrions aborder se situent dans le domaine de l'aménagement de l'espace communal. La création de nouvelles zones d'habitation s'accompagne systématiquement de difficultés d'intégration avec les zones déjà existantes, difficultés qui s'expriment surtout au niveau de la vie sociale et collective. C'est pourquoi nos préoccupations nous semblent s'intégrer dans le thème de recherche proposé : « les enjeux spatiaux et l'intégration urbaine ».

Les clivages que ces situations font naître au sein de la population locale ne semblent pas recouvrir uniquement des oppositions de classes mais aussi des contradictions liées aux notions d'« enracinement » et d'« appartenance » qui restent à préciser. Quelle que soit l'échelle de la commune considérée, de trop profondes transformations de l'espace local sont perçues négativement par la population en place. Celle-ci reproche aux nouveaux venus d'être trop envahissants ou trop indifférents à la vie locale, donc de se poser en concurrents ou en marginaux.

Or de ce point de vue, les opérations programmées d'amélioration de l'habitat existant semblent mieux ressenties que les opérations neuves, surtout lorsqu'elles sont périphériques. Encore qu'à ce niveau se posent sans doute des problèmes de seuils qui restent à définir.

L'ensemble de ces contradictions nous ont conduit à plusieurs interrogations : ces réactions relèvent-elles d'une simple réminiscence de l'ancestrale solidarité communautaire ou bien démontrent-elles qu'une réalité collective, même clandestine et seulement affective, existe bien à l'échelon communal ? Dans ce dernier cas, quel est le poids de l'histoire locale dans le contenu des rapports de la population résidente à l'espace communal ? La prise en compte de cette dimension ne prouve-t-elle pas que les populations ne sont pas interchangeables, d'où la gravité du problème de localisation de l'emploi ?

En somme, la question posée pourrait être : dans quelle mesure le sentiment d'appartenance pourrait-il être objectivé et servir à l'émergence de collectivités locales, véritablement productrices de l'aménagement de leur territoire ? Les élus locaux ne doivent-ils pas agir dans ce sens afin d'optimiser la qualité de leur fonction de représentation et d'agent de transformations de l'espace communal ?

Nous avons choisi pour terrain d'observation la commune rurale de St Pierre d'Aurillac, voisine de Langon en Gironde et comptant 1000 habitants. Le bourg s'étale dans la « plaine » entre la Garonne et la voie ferrée Bordeaux-Narbonne, tout au long de la nationale 113. A flanc de côtes, sont disséminés une série de « villages » ou hameaux viticoles. Le tout présente une apparence XIXe siècle.

Le maire, important responsable local du P.C.F., a entrepris depuis 1965 une politique spectaculaire et volontariste d'équipement de la commune. Voulant dépasser le seuil fatidique de 1000 habitants (problème de classement des communes) et dynamiser la population locale

par de nouveaux venus jeunes et actifs, il a saisi l'opportunité de libérations foncières pour créer de nouveaux groupements d'habitation. Ces groupements, implantés à la charnière des « villages », ont mis sur le marché des logements sociaux individuels, aussitôt occupés par des ménages très modestes, aux situations précaires.

Cinq années après la mise en service du premier, les groupements sont devenus un « ghetto » fort mal ressenti par les « implantés ». Leurs occupants soit participent peu à la vie du village pour se cantonner à leur quartier, soit sont trop actifs (en minorité toutefois) et perçus comme intrus. Après avoir songé à développer ces groupements au second bourg, avec annexes de mairie et d'école, le maire s'est rendu compte de l'acuité du problème à l'occasion notamment de divers évènements de la vie sociale et collective locale.

Aujourd'hui donc, le Conseil Municipal s'attache à résoudre ce problème d'intégration par divers moyens : création de liaisons directes entre bourg et groupements, remplissage sélectif des vides entre « villages » et nouveaux quartiers, action d'animation globale de la commune etc... Nous avons là un exemple frappant de l'importance des choix urbanistiques « Notre erreur a été de faire un lotissement pour faire un lotissement sans se préoccuper de la pertinence de son implantation », pense le maire.

- Pour étudier ce terrain, nous avons l'intention de recueillir dans un premier temps les données quantitatives du problème, auprès de la mairie, de la DDE, de l'INSEE, et de la société de Crédit Immobilier « Les Prévoyants de la Gironde ». Puis nous prévoyons de cerner les données qualitatives par des entretiens avec des personnes-clés : le maire et son adjoint, l'instituteur, les responsables d'associations locales, le secrétaire de cellule du P.C.F., les syndicats des groupements, ...

Nous voudrions tenter de compléter cet inventaire par un sondage rapide établi sur un échantillon de la population locale pour définir l'image qu'ont les uns des autres, implantés et nouveaux venus. Nous comptons ainsi relier cette étude de cas avec le travail que nous avons effectué sur St Macaire, à l'occasion de l'obtention du diplôme d'architecture DPLG et sur des théories similaires.

- Nous nous intéressons à ce problème en raison du sentiment d'appartenance que nous ressentons par rapport à St Macaire et que nous cherchons à éclaircir. Notre mince expérience professionnelle nous a conduit à penser que pouvait être décelé à ce niveau un facteur non négligeable susceptible de favoriser la prise en charge de l'aménagement de l'espace local par la population résidente, agissant alors comme véritable collectivité au-delà de la communauté transcendant les clivages de classe. Ce fut d'ailleurs le mobile de notre recherche pour le diplôme d'architecte.

Bordeaux, le 15 février 1978

- Les gens du lotissement ?

Ils ne participent pas, ils se sont implantés tous à la fois. Peut-être que s'ils étaient arrivés plus échelonnés, ils se seraient mieux intégrés. Ils se sont fait un monde à eux : pour ceux qui sont nouveaux mais qui se sont fait bâtir séparément, y' a pas tant de problème.

- Bonne initiative ?

Quand ce lotissement a été décidé, ça m'a choqué en tant que paysanne parce qu'avant c'était des vignes. Un lotissement en pleine campagne, ça me fait drôle, ça fait un changement. Ça aurait été plus près du bourg, ça n'aurait pas fait le même effet. On a la sale manie de juger à la campagne parce qu'au fond c'était des terres très pauvres, y avait un bois maigre et les vignes qui ont suivi avaient un faible rendement.

- Pourquoi cette non intégration ?

Je ne sais pas pourquoi ils ne s'intègrent pas plus : les femmes restent au foyer pour la plupart, certains sont originaires de St Pierre et puis ils n'ont pas besoin d'aller ailleurs au fond : avec la pétanque ils ont ce qu'ils veulent sur place. C'est embêtant ça.

Ici on est une commune rurale, on a gardé l'habitude de se retrouver au bourg quand il y a une manifestation. Chaque année, on organise un cross, on ne se juge jamais assez nombreux pour l'organiser : quand on est allé à Cahors ou à Langon, on s'est aperçu qu'ils étaient moins nombreux là-bas. C'est le cross de tout le monde : il se passe quelque chose, on y va. Quand ça se passe au lotissement, tout le monde vient. On a gardé notre âme de paysan, nous, les gens qui sont là depuis longtemps, les paysans qui sont là de génération en génération. On voudrait conserver cette idée de village au Conseil Municipal, c'est une idée de famille agrandie.

Au fond, on ne sait pas si quelque chose se passait (le feu) au bourg si ceux du lotissement viendraient. Ils ne sont pas fermés pourtant mais y'a des gens qui ne les connaissent pas parce qu'ils ne sortent pas. Il faut dix ans pour les intégrer.

- Pourquoi le lotissement ?

Jeannot a fait ça parce qu'il y avait un problème local du logement (loyers sans confort du vieux bourg). Pour un tiers ce sont des gens de St Pierre qui aspiraient à la propriété, c'était plus avantageux que de se faire bâtir individuellement, ils ont eu d'énormes avantages.

- L'étiquette politique a joué ?

Elle n'apporte ni n'enlève rien. Quand Jeannot est passé, la Commune s'est coupée en deux. Maintenant, à droite les gens se comptent, tous les autres se sont ralliés : ils ne sont pas venus pour le P.C. mais parce que c'est maintenant. On connaît ses qualités, son étiquette passe après : il fait plus de voix que les communistes aux législatives.

« Les 4 jours de St Pierre », c'est dans le but de se retrouver. Au dernier CM, on a créé une commission jeunesse où toutes les sociétés ont été invitées : on leur a reproché le cloisonnement

entre sociétés (gauche au Foyer, droite au Football) notamment un dirigeant de droite, d'où l'idée de la fête ensemble qui permettra aussi aux gens du lotissement de venir.

Les contacts sont meilleurs, il n'y a plus beaucoup de gens de droite qui ne viennent pas. Jeannot a créé une chaleur autour de lui, c'est un organisateur né (cyclisme et pétanque longtemps), il a créé des associations locales et cherché à regrouper des gens de toutes tendances : il laisse venir au P.C. qui veut venir. Pour les 4 jours, il a dit « Venez si vous voulez ».

Est-ce que ça réussira ? C'est difficile à dire. C'est quelque fois bizarre, c'était le football le moins coopératif. Denev a éliminé les joueurs de gauche, c'était l'ennemi de Jeannot : « Si tu ne vas pas à la messe, tu ne joues pas au foot », il les laissait sur la touche comme Ricard à Langon, et il a préféré faire venir les joueurs de Bordeaux (Cargu), il a perdu le public local. Des joueurs sont partis à Saint Macaire ou à Castets, ça va mieux maintenant.

- C'est bon la politique locale ?

Ça ne devrait pas jouer, ça sert qu'à créer une animosité. Il vaut mieux quand même qu'un élu annonce la couleur s'il appartient à un parti, tandis que les autres le cachent. Le clivage gauche/droite est crédible sur le plan local (je me situe à gauche) le tri est facile et sans équivoque, et depuis longtemps. C'est normal et ça ne gêne en rien.

Y en a à droite qui ne sont pas en dehors de tout. Quand Jeannot a été élu, de rage « les autres » ont tout boycotté, la fête et les commerçants (sauf Pannetier qui est à droite). A l'époque, on sentait que se préparait l'union de la gauche (65) et puis Poutays était une ruine. Ils ont été méchants, surtout pendant la campagne : « Jeannot allait raser l'église ». Comme ça, ils se sont mis toute la commune à dos : il a fallu choisir son camp, on apparaissait comme étant d'un camp donné si, par exemple, on allait à la fête.

Dès qu'il a été élu, il m'a proposé de participer à la vie communale (aide sociale, fêtes, etc...). Petit à petit, les « droites » se sont usés mais certains sont tenaces ; ils viennent faire une liste juste avant les élections et s'attrapent une veste : en 71, ça a été chaud, veste magistrale (ils pensaient passer) : alors ils se sont servis à Langon ou à St Macaire, Denev porte son courrier à St Macaire plutôt qu'à St Pierre...

- Le lotissement dans tout ça ?

Au lotissement il y a un manque d'intérêt, ils se suffisent à eux-mêmes : y a aussi un problème de générations, ils sont trop jeunes, ils ont les mêmes goûts, ils ont les mêmes revenus, ils sont trop homogènes. Dans le village, c'est des paysans, y a des vieux et des jeunes : les revenus sont différenciés suivant l'étendue des propriétés (un achète la télévision, les autres suivent, maintenant c'est fini).

Différence de mentalité ouvrier/paysan : pas assez de temps peut être. Le problème avec la droite est classé, le problème du lotissement est plus urgent et ça peut se résoudre. Ça marche avec les gosses qui sont à l'école, les 12/14 qui viennent au foyer. Pour Carnaval, les mères sont venues.

- Le lotissement a-t-il changé St Pierre ?

Le lotissement n'a pas modifié quoique ce soit : il a apporté des gosses pour conserver l'école, des gens pour garder la poste, puisque les paysans diminuaient. Même sans le lotissement, le foyer se serait développé car ça rassemble la jeunesse.

- Le lotissement a-t-il changé St Pierre ?

Demande de logements locatifs dans la commune non satisfaite contrainte à s'orienter sur des logements anciens vétustes – baisse démographique de la population communale nécessitant une action pour le maintien de l'école notamment – Problème de la décohabitation de jeunes ménages.

Les équipements publics de la commune desservait 800 habitants alors qu'ils pouvaient en accueillir 1000 – Et puis « Je pensais faire de la promotion sociale avec l'accession à la propriété »>.

Il y avait une opportunité à saisir : le départ d'un exploitant au plutôt l'arrêt de son activité professionnelle a suscité la proposition à la mairie de la vente de 2.5 ha sur la base de 2F50 le m². C'était une occasion facile à financer, due essentiellement au fait que cet exploitant était conseiller municipal (125 déclarations viticoles en 65, 60 maintenant).

- Quand et comment les lotissements ?

On a acheté les terrains dès mon premier mandat (65-71) et le premier lotissement a été étudié à partir de 1971. Le premier lotissement compte 28 lots mis totalement en service le 1^{er} juillet 75 : 28 lots pour 29 ménages et 120 habitants avec le F4 clés en mains (y compris actes notariés et aménagement du terrain) pour 94 millions de francs en 75. Et on a manqué de lots : organisation en trois groupes de 10 et parcelles de 400m², sauf une de 1000 m².

Parallèlement à notre achat de terrains (que nous avons prolongé jusqu'à 7 ha en suivant le départ progressif de l'exploitant précédemment cité), un autre exploitant (Crampes) voisin du premier vendait une propriété à Labrousse, le constructeur de maisons individuelles de St Macaire. Ce dernier l'a vendu aux « Prévoyants de la Gironde » SCI, pensant que cette société lui demanderait de la réaliser. Finalement c'est un entrepreneur de Toulence qui l'a fait : Labrousse a réalisé notre lotissement avec les Prévoyants. Au total 19 lots mais jusqu'à présent 9 seulement sont vendus (en cours de construction).

On a prévu en 78 onze lots en locatif exécutés par l'« Habitation Economique » toujours sur les mêmes terrains et en satisfaisant la demande existante mais l'échec du lotissement « ex-Labrousse » nous fait réfléchir.

- Contenu de population des lotissements ?

Ce sont des ouvriers en majorité et travaillant à Langon pour la plupart : 10 à Langon, 4 à St Pierre, 6 à Bordeaux, 2 au chômage. Ce sont de jeunes ménages sans beaucoup d'enfants pour l'instant (10 seulement) mais beaucoup de femmes enceintes.

Le principal motif de venue c'est le rapprochement du lieu de travail (exode des côteaux sur la vallée), le départ de logements vétustes mais aussi le désir d'accéder à la propriété. 9 viennent de Langon (accession surtout), 11 de St Pierre (vétusté), 4 de Caudrot (vétusté), 1 de Verdélais (décohabitation), 1 de Toulence, 1 de Bordeaux, 1 de Targon.

Sur le plan associatif, 17 participent occasionnellement (il s'agit d'individus et non de ménages cette fois) et 11 sont véritablement actifs (foyer de jeunes, football, cyclisme, action sociale). 15 sont au P.C.F., 6 militent activement (il y a souvent deux cartes par famille) : l'activité au P.C.F. n'est pas forcément liée à la participation associative. 4 seulement ne voteraient pas communiste, mais il faut tenir compte du facteur « service rendu » par le maire qui élargit l'électorat politisé (4 cellules pour 80 adhérents à St Pierre).

Pour nous, il s'agirait d'une promotion l'accession à la propriété mais on a pu très vite constater que ce statut réduisait l'activité militante car les gens travaillent au noir en plus de leur emploi pour acquitter leurs mensualités de remboursement.

- Attitude du Conseil Municipal ?

Entre 65 et 77 où il y avait encore des opposants au CM, ces derniers étaient farouchement opposés aux lotissements car ils voyaient menacée leur réserve électorale (exploitants agricoles surtout).

La population de St Pierre déjà existante a exprimé des appréhensions : ça va être la « zone », ils vont voler nos fruits (coopérative fruitière à St Pierre), Et puis ils se sont rendus compte qu'ils avaient besoin de ces nouveaux : ils peuvent les employer saisonnièrement pour la cueillette des fruits et ils peuvent leur vendre vins et fruits (les ouvriers consomment beaucoup). Et puis quand des fruits étaient volés, c'était aussi bien les enfants des autres que ceux des lotissements qui le faisaient.

Dès le départ, il y a eu un problème d'intégration mais sur un autre plan. Les gens des « Ecureuils » se sont occupés de chez eux et ça a été fini. Les enfants ont quand même poussé les parents à participer à la vie locale, mais il y a des cas d'originaires de St Pierre résidant au lotissement qui se sont coupés de leurs anciens amis. La population existante se plaint de ne pas les voir suffisamment. Entre eux, au lotissement s'est développée la pétanque, on a donc créé un jardin et puis finalement la section cyclisme du foyer est devenue le « St Pierre Cyclo Club » qui est en fait une association du lotissement. Quand c'est entre eux, ils participent tous (il y a beaucoup de femmes au foyer), quand c'est une autre partie du village, ils sont beaucoup moins disponibles et actifs.

Il faut noter un phénomène d'émulation entre les 3 grappes de 10 pour l'entretien des espaces extérieurs (notamment jardins) : c'est là où sont les ouvriers qu'il y a le meilleur entretien (une grappe très bien, une 8 sur 10, une 5 sur 10).

Donc nous voulions y implanter l'école maternelle, elle sera implantée à la périphérie du bourg. Nous pensions y faire un mini centre commercial, nous ne le ferons pas. Les terrains restants, nous tenterons de les utiliser comme espaces verts avec implantation de gîtes ruraux par exemple. La baisse tendancielle du pouvoir d'achat ne permet pas d'envisager avec optimisme de nouveaux lotissements, même locatifs. On a projeté la construction d'un pont sur la voie ferrée pour mieux lier le lotissement.

Au bourg, on essaie d'envisager un nouveau mode d'urbanisation sur le principe de grappes autour des « villages » viticoles de la côte et puis on essaie surtout de mener en interne une action socio-éducative et socio-culturelle.

Avant on va faire les 4 jours de St Pierre sur le principe suivant : chacun sera stimulé pour participer à une activité sportive, éducative ou autres et dans tous les quartiers qui recevront chacun un pôle d'activités. Il faut noter que la section tennis du foyer compte à elle seule 120 membres.

- Pourquoi cette volonté d'intégration ?

Ce n'est pas que par rapport aux lotissements, c'est aussi par rapport à l'opposition. Hier il y avait dans la commune anticléricaux contre « calottins » et maintenant il y a ceux des « Bleuets » (le football) et ceux du foyer. Et ça repose sur des affinités qui transcendent les classes.

Il faut dire que l'opposition, dont les contingents sont fournis par les exploitants (reliés à Poutay, conseiller général du canton né ici) vont surtout au football. L'opposition minoritaire se replie sur elle-même et ne s'exprime guère publiquement. Ça ne nous empêche pas de remplir notre rôle de soutien à l'action du foot : entretien du stade, fourniture de maillots, etc... (120 familles d'exploitants sur 400).

Au fond, les 4 jours c'est pour l'union du village, pour que la droite participe. L'idéal à terme serait une seule société locale en évitant les ruptures et venant compléter le conseil municipal. Ce dernier conservait l'initiative financière en l'expliquant, l'association devenant le principal support de la vie démocratique du village. Et puis moi j'ai toujours eu le tempérament à m'occuper des autres, ça tient autant au caractère qu'au fait d'être communiste.

Je crois que le village et même les hameaux constituent une unité culturelle valable, sans oublier les problèmes d'emploi (on a fait une réserve pour implanter une unité de production). L'union est nécessaire dans ces unités que sont villages et hameaux, union dans la démocratie.

- Que pensez-vous des lotissements ?

Je suis contre le déplacement de population en général : ce n'est pas que les gens doivent rester sur place, mais ce doit être à l'initiative de l'individu et non sur commande, en faisant miroiter des avantages. La personne déplacée n'arrive pas à s'intégrer et ici y a pas d'emploi pour elle : alors elle ne fait qu'y dormir, sans se servir sur place. Le dimanche, elle s'en va (exemple du représentant Citroën habitant à 500m qui ne le connaissait pas).

Il n'y a pas de contacts, sauf au niveau des enfants. Cette population déplacée arrivée en pays conquis ; elle ramasse les fruits, elle s'arrête et prend. Cette mentalité urbaine des nouveaux vergers se généralise (exemple d'Ardilla). Les autochtones voient ça d'un mauvais œil, ça se calmera peut-être mais je n'y crois guère. L'avantage de cette mentalité c'est qu'elle est plus ouverte, quoique maintenant, même à la campagne, les jeunes sortent plus que pour le service militaire.

Le brassage des populations est bien si chacun respecte le voisin. Avec le lotissement, les autochtones se replient sur eux-mêmes. Si on construit beaucoup, on supprime des terres agricoles. Les constructions nouvelles dans des lieux nouveaux, ça coûte cher pour la population autochtone alors que les nouveaux sont souvent exonérés. Les gens ont l'impression de payer pour le voisin !

- La commune a-t-elle changé ?

C'est là que je ne suis pas le maire. Sa conception, c'est d'augmenter la population mais ne pouvant travailler sur place, cette dernière endosse une charge supplémentaire en habitants à St Pierre (je me demande pourquoi ils viennent).

Qu'une commune ne disparaisse pas, oui (elle n'est pas prête de disparaître) mais on amène plus que la commune ne peut en supporter. Alors la commune emprunte et elle s'endette et puis il y a des dépenses de prestige (arbres sur la 113, viabilisation des lotissements). Dès qu'il y a une terre de libre, avec le POS, il y a mainmise de la commune, on cherche à repousser les agriculteurs hors de la commune, à l'extérieur (tout le bas des côtes, facile pour les vergers, est réservé à la construction). Il faudrait un plan d'ensemble mais à un niveau plus élevé que celui de la commune.

Les agriculteurs ont perdu le contrôle de la commune, les nouveaux arrivants ont pris les leviers de commande, non pas en concurrents mais en occupants. Une commune rurale mettra plus de temps à intégrer une population nouvelle parce qu'il faut l'occuper (analogie avec l'eau qu'on amène et qui a pour conséquence l'émergence du problème de l'évacuation des eaux usées).

1000 habitants, 900 électeurs : il amène des électeurs sur le territoire de la commune (aide sociale notamment).

- Clivage politique agriculteurs/nouveaux ?

Pas pour le moment, les agriculteurs sont passifs à cause de leurs problèmes internes (vente du vin et des fruits), mais il y a plus d'avantages pour les uns que pour les autres, ça risque de bouger.

Le maire avantage ces pratiques et préfère le prestige, ce qui se voit (éclairage du bourg surtout). Il a tablé sur la mévente des produits agricoles pour accroître son potentiel électoral mais c'est facile de critiquer quand on est dans l'opposition. Et puis il passe tout son temps à la mairie, ça serait étonnant qu'il n'ait pas de résultat.

Et puis il y a l'état d'esprit du Français avec l'Etat-Providence. Il y a quand même 30% d'opposants à St Pierre, on l'a montré avec la liste qu'on a montée en 1977.

Quel que soit l'étiquette du maire, s'il n'est pas intransigeant et remplit sa fonction sans favoriser les uns au détriment des autres, il n'y a rien à dire. Si le communiste n'est pas intransigeant, sa gestion est supportable, il faut bien être le maire de tous (j'ai reçu un groupe d'agriculteurs soviétiques fort intéressant).

- Et l'union de la commune dont parle le maire ?

Au départ, il a doublé toutes les activités existantes de jeunes (section foot du foyer), il a fait une coupure dans la population même chez les enfants en bas âge (le club des jeunes) et entre les conseillers municipaux et le personnel communal. Il a changé depuis les dernières élections où le P.C. a fait une boulette, il a reçu des ordres de sa direction pour changer de voie et tenter de faire l'union de la commune.

« Les 4 jours », ça m'ouvre des horizons nouveaux ! On donne des congés, il faut qu'on organise des loisirs aux français. L'individu ne peut se suffire à lui-même, il faut que l'Etat ou la commune lui mâche tout, avec une arrière-pensée politique. Organiser les loisirs, n'est-ce pas un comble ?

La gestion communale (entretenir ce qui existe et l'améliorer) ça n'a rien à voir avec les idées politiques : le CM parlant du Guatemala, ce n'est pas possible. Le programme des socialistes et communistes est le collectivisme spirituel : l'individu ramené à un numéro, à une fiche. Tout chrétien qui se respecte doit rejeter le communisme (à St Pierre, il y en a au P.C.), il y a toujours des plus royalistes que le roi, comme au lotissement (mentalité nouvel arrivant).

- Quels reproches au maire ?

Le contribuable peut-il suivre les investissements de la commune ? Au niveau communal, on comptabilise les dépenses et on ajuste les recettes alors que c'est l'inverse pour le particulier. Il y a des dépenses plus urgentes les unes que les autres, ça appelle des choix finalement politiques.

Il ne pense qu'à l'immédiat sans réfléchir au long terme : pour la plage il n'a pas prévu assez tôt les risques de noyades, pour l'extension du groupe scolaire au bourg les problèmes d'accès par la RN 113 (il aurait fallu la déplacer derrière la voie ferrée, le neuf coûte moins cher que la restauration de l'existant).

- St Pierre, entité ?

Y'a trop de brassages à cause des moyens de locomotion. Ça reviendra plus facilement dans les communes plus grandes. La fusion pourrait être envisagée si elle respecte les réalités humaines (mode de vie et de travail), et physiques (production, intérêt économique, difficultés matérielles).

Il est normal que le nombre des exploitants diminue car le groupement des terres est nécessaire pour assurer leur rentabilité. Le morcellement résulte de la suppression du droit d'aînesse et des

assurances (parcelles gelées et non gelées), il y a maintenant moins d'ouvriers agricoles et un matériel mieux adapté donc il faut des parcelles assez grandes : 1 ha pour 1 verger, 50 ares pour les vignes, donc nécessité d'un remembrement qui tienne compte des réalités du sol. Les nouveaux arrivants viennent n'importe où s'implanter, ça ne représente rien. Ils n'ont pas de passé sur place ni d'avenir (pas d'emploi) alors ils se reposent sur l'Etat Providence.

Au C.M. en 58, non adhérent au P.S., à cause discipline de parti, tête de liste en 65, 1^{er} adjoint de Jean LAFOURCADE.

- Pourquoi le lotissement ?

Tout s'en allait, on est parti sur l'école. En 65, on a d'abord fait l'église en une seule tranche pour calmer les esprits (on a fini ce qu'avait commencé la précédente municipalité). Nous avons deux fois agrandi l'école : maternelle, garderie : 5 instits + 1 gardienne. Pour parler par une autre maternelle. On a refait les routes, l'élargissement du pont sous le chemin de fer, nous avons fait les villages fleuris 850 → 1250.

Opportunité de Barrat qui travaille chez Gimbre et a offert ses terres à la municipalité puis immeuble locatif R+1. Critique des loyers pratiqués par les propriétaires : pas d'allocation logement par manque de confort. Le lotissement n'a pas empêché que ces loyers soient occupés.

Opportunité Labrousse pour station d'épuration : baisse du coût de la viabilisation. Sur le plan commercial, à part les boulangers, les gens ne se servent pas au bourg (les commerçants ne peuvent pas faire de tournées parce que les ouvriers ne sont pas là la journée et puis il y a les grandes surfaces).

- Ça a changé St Pierre ?

St Pierre a bouilli : sur le canton, elle rivalise avec n'importe quelle autre commune, Lafourcade se débrouille pour trouver tout ce qu'il faut. Qui anime l'association des maires du canton, sinon lui (faucardage) ? Seul, il ne pourrait pas mais sur le plan finances et idées, ça tient à lui. On tournait à 11 MF, cette année on tourne de 70 à 80 MF.

- La personnalité de LAFOURCADE alors ?

A partir de 65, ça a été la guerre, ils tenaient la mairie depuis 35 ans. On voulait un changement et moi j'étais catholique. Ils nous estimaient quand même mais maintenant, l'union de la commune, ça va, on la voit progresser à toutes les élections, la droite ne fait plus rien.

Chaque fois que les communistes ont pris une mairie, ils ne l'ont pas lâchée. J'aurais été viré du P.S. moi, si j'avais été avec Lafourcade. On a changé sans payer plus d'impôts qu'à St Macaire. Chez nous c'est démocratique : quand nous votons le budget, chaque conseiller l'avait avant chez lui, le maire se retirant pendant le vote. Y'a des remplaçants, il faut que le maire éduque et que tous participent. Il a consulté tout le monde : réunion hebdomadaire des présidents de commission. C'est un homme très franc.

- Et l'union de la commune ?

Les « 4 jours » il les a faits à cause du SPCC (compétition/bénévolat) et puis du football. L'étiquette politique joue parce que les libéraux ne pensent qu'à eux.

La commune de St Pierre s'en va, on arrive qu'on fait dortoir, on a pas mal de résidences secondaires, y'a beaucoup moins de véritables « St Pey ». Sur le plan mentalité, le sédentaire se plaint parce que le lotissement ne vous dit pas bonjour, après roule à 100 à l'heure. La différence vient de ce que c'est un pays de culture, on a un POS maintenant, on ne bâtit plus n'importe où, on garde les meilleures terres pour l'agriculture.

Entre sédentaires, y'a pas la camaraderie qu'ont les lotissements, avec leur pétanque tous les soirs (je m'y adapterais moi à cause de ça). Ils travaillent comme des noirs, ils travaillent (18) à Cadillac ou Bordeaux, on avait d'ailleurs demandé que le train des ouvriers aille jusqu'à La Réole. Nous sommes ouvriers maintenant : ça change parce que c'est une évolution du moment, on n'aurait plus rien autrement : les agriculteurs le prennent d'autant mieux que le maire résout tous leurs problèmes de sinistres (dégrèvements fiscaux pour le mieux, etc...).

- Les gens du lotissement sont-ils intégrés ?

Le lotissement est coupé en deux par un espace vert, y'a moins de contacts entre les deux : nous participons à la vie du bourg, ce sont les mêmes qu'on y retrouve. A Langon les Compagnons de la Veillée nous avaient intégré, ici c'est le foyer et puis aussi le P.C., bien qu'on soit venu par hasard.

- Pourquoi le lotissement ?

Pour revaloriser St Pierre sans doute, y avait trop de logements insalubres. Nous, on y a trouvé le calme, vivre au milieu des autres tout en étant chez soi : le lotissement est très bien conçu pour ça.

Au sein du lotissement, problème avec le constructeur pour mauvaise prestation : pompe à chaleur, cloisons fissurées, portes mal peintes, portes à faux sans poteau. En 76, AG extraordinaire contre Labrousse, on est allé voir le syndicat des locataires → 7 à 8 personnes seulement, après reconvoction, mais pas d'entente ni de mobilisation. Les gens ont fait les transformations eux-mêmes, ils ont repris les malfaçons c'était pénaliser ceux qui n'ont pas les moyens de le réparer. Il aurait fallu passer chez chacun, le gens sont chez eux, c'est le rêve de leur vie, alors ils ne bougent pas. Y'en a qui ne prévoient pas les difficultés de remboursement qu'ils ont eues : même avec conditions exceptionnelles les salaires n'ont pas suivi : y'en a qui le cachent. Il aurait fallu s'organiser avant le chantier pour surveiller les travaux.

- L'intégration dans tout ça ?

Au départ, méfiance mais pas de graves problèmes. Chaque quartier organise quelque chose mais les gens veulent rester chez eux.

On s'est installé fin juin 75 à St Pierre, on s'est senti tout de suite à l'aise : on est allé au bal du 14 juillet, à la 1^{ère} fête du foyer. Jeannot fait la gestion pour tout le monde, il faut que tout le monde participe.

C'est par les enfants que le lien se fera. Il a eu raison de ne pas implanter la maternelle ici, ça aurait fait un village à part, le bourg est un lieu de rencontre. Le centre commercial, ça n'aurait pas marché. (Y'a moins de jeunes au sport du foyer cette année).

St Pierre est une petite communauté qui me permet de sortir de mon milieu d'enseignants. Je ne connaissais personne avant mais j'ai parlé à tout le monde (pas de querelles du passé). On vient quand même me voir pour rendre service.

- L'attitude bourg/lotissement ?

Quand il y a un coup dur, ça se serre les coudes au bourg comme au lotissement. Tous les gens de St Pierre portent-ils de l'intérêt au lotissement ? C'est le problème des dortoirs et puis tous les gens de St Pierre ne participent pas à la vie locale. Au lotissement, on se connaît, toutes proportions gardées, y'en a autant qui participe aux associations dans le lotissement que dans le bourg.

Au fond, Josette et Jeannot sont plus exigeant avec nous parce qu'on est plus repérable comme têtes nouvelles. Jeannot attendait peut-être trop du lotissement. La télé et la voiture tuent la vie associative. La pétanque crée l'union du lotissement. Les jeunes pourraient reprendre un peu les contacts sociaux qui nous manquent mais il y a les rasoirs et puis, sous prétexte qu'on ne va pas chez eux, les gens croient qu'on est fâché.

- La vie sociale, c'est important ?

C'est important, ça manque mais on arrive à s'en passer : les jeunes ne l'ont pas connue. Les gens étaient moins et plus heureux : on chantait plus, maintenant on écoute le transistor. Il faut payer un animateur maintenant, avant on le faisait nous-mêmes. Sortis de leur spécialité, ils sont ignorants. : autrefois, on avait des connaissances moins profondes mais plus étendues, ça alimentait les conversations, maintenant ça tourne en rond . Les gens ne s'ouvrent pas à ce qu'ils ne connaissent pas, à ce qui n'est pas rentable. Si c'est gratuit, ils ont l'impression que ce n'est pas bon.

Ici, le bénévolat a été conservé, le plaisir de faire. C'est un peu exceptionnel. J'avais entendu parler de St Pierre par une élève qui m'avait dit qu'elle ne voulait pas quitter son village au contraire des autres, parce qu'il était actif (foyer, les jeunes demandent à rester, y'en a beaucoup qui travaillent à Cadillac).

Première synthèse des entretiens

Motivation des lotissements mis en œuvre

- Répondre à une demande liée au caractère vétuste du parc locatif dans le bourg, à la pratique de la décohabitation et à la volonté de se rapprocher du lieu de travail (population de côteaux).
 - Volonté de donner l'occasion d'une promotion sociale par l'accès à la propriété d'une maison individuelle pour des populations à revenus modestes.
 - Volonté de résoudre le problème de l'affaiblissement démographique de la commune qui menaçait l'école et la poste (800 habitants en 65), alors que la commune disposait d'équipements pouvant desservir 1000 habitants.
 - Opportunité de la libération de terres agricoles peu rentables par un conseiller municipal (terrains proposés à la commune et voisins de ceux achetés par BL LABROUSSE ?)
 - Volonté de s'assurer un électorat de gauche par la venue d'ouvriers et d'employés.
- Consensus sur la solution adoptée pour lutter contre la régression démographique.
Beaucoup parmi les agriculteurs pensent que l'arrivée de nouveaux venus n'a pas été suffisamment étalée dans le temps, ce qui pourrait être à l'origine des problèmes d'intégration. La baisse du nombre des agriculteurs apparaît toutefois normale puisqu'elle va de pair avec l'agrandissement des exploitations.
Ceux de droite pensent que la commune n'était pas capable, sans endettement excessif et « problèmes d'occupation » des nouveaux venus, qui ne travaillent pas sur place, d'accueillir tant de monde en si peu de temps * 65 : 800 * 75 : 1030 * 78 : 1280 habitants. En outre, essentiellement constitués par des agriculteurs, les gens de droite accusent le POS de les rejeter à « l'extérieur » puisque la plaine serait réservée à l'urbanisation alors que les élus pensent ainsi éviter les effets négatifs du « saupoudrage ». De plus, le dernier lotissement ne se vend pas (baisse du pouvoir d'achat ?).
- D'autres solutions pour lutter contre la régression démographique ?
Evaluation du nombre des nouveaux venus et situation géographique ?
Trop vite, disposés n'importe où ?
Avenir des agriculteurs ? Menace sur les terres agricoles ?

Nature des problèmes d'intégration des nouveaux venus

- Mode de vie des nouveaux venus essentiellement urbain / mode de vie rural des agriculteurs, ils se servent de St Pierre comme dortoir, n'achètent pas auprès des commerces locaux, ne sont pas là « durant la journée », malgré le nombre de femmes au foyer. Ils travaillent à l'extérieur de la commune (ils roulent à 100 à l'heure, ils piquent les fruits, ils ne disent pas bonjour, etc...).
- Ils ont l'air de se suffire à eux-mêmes, surtout au niveau du lotissement avec la pétanque quotidienne et maintenant le St Pierre Cyclo Plus. Ils forment un groupe somme toute trop

homogène (C.S.P., âge → mêmes goûts). S'intéressent-ils aux autochtones ? s'il y avait le feu au lotissement, les gens du bourg y viendraient, l'inverse se produirait-il ? Même ceux qui sont issus du bourg et habitent au lotissement sont gagnés par cet état d'esprit ?

- Participation à la vie du bourg jugée insuffisante notamment sur le plan associatif et politique (P.C.). Il y a beaucoup de militants P.C. au lotissement et plus généralement parmi les nouveaux venus. Les autochtones sont-ils les plus exigeants avec les nouveaux venus qu'avec eux-mêmes ? « Sans nul doute », disent ceux du lotissement qui peuvent être repérés car nouveaux venus et qui pensent que les autochtones ne se préoccupent pas beaucoup de leur devenir.
- L'intégration est jugée possible sur dix ans grâce aux jeunes surtout (école et foyer) et par le biais associatif, problème considéré comme prioritaire par le CM. Mais, selon les agriculteurs de droite, les personnes « déplacées » (contre leur gré car rapportées) n'ont pas de passé ni d'avenir sur place puisque sans emploi dans la commune même. De plus l'accession à la propriété est un obstacle à l'intégration puisqu'étant donné la baisse du pouvoir d'achat, elle conduit au repli sur soi (généralisation du noir, énergie consacrée sur l'amélioration de la maison), même s'il y a aussi du travail temporaire pour les agriculteurs. Les élus pensent à nouveau mode d'urbanisation en grappes autour des villages existants et abandonnent le centre commercial ainsi que l'école sur le lotissement (en annexe de mairie).
 - Consensus sur le problème d'intégration, élargir aux nouveaux venus par les agriculteurs, limité aux lotissements par certains. Les agriculteurs le ressentent au niveau de l'insuffisance de disponibilité à la vie collective. Au centre de ce malaise, la dissociation lieu de travail / lieu de résidence chez les nouveaux venus, l'homogénéité menaçante de la population du lotissement. Le lotissement a pu être l'évènement cristallisant un malaise latent existant dès l'arrivée d'un certain nombre de nouveaux habitants.
 - Mode de vie des nouveaux venus différent / autochtones ? Dans quels domaines et comment ces différences s'expriment-elles ?
Différence avec les nouveaux venus en général ou surtout avec ceux du lotissement ? Pas de 2^{ème} cas, pourquoi ?
Les gens du lotissement s'intéressent-ils à la vie de St Pierre suffisamment à notre gré, ou trop ? Sont-ils en majorité au P.C. ?
Pourquoi d'après-vous s'intègrent-ils mal ? Est-ce un problème résolvable à terme ?

Opposition nouveaux arrivants / autochtones

- Les autochtones se réfèrent à la mentalité paysanne du village traditionnel avec relation de voisinage internes et centralité sur le bourg de la vie sociale symbolique. Les nouveaux sont perçus parfois en occupants, plus qu'en concurrents. Les gens de droite leur reprochent d'avoir pris les leviers de commande de la commune. Mais c'est surtout le brassage des populations par la voiture et la télévision qui ont mis fin à cette mentalité qui était moins ouverte mais présentait l'avantage que l'on avait plus de choses à se dire sans être enfermé dans une spécialité professionnelle. Comment les investissements communaux s'installèrent pour les nouveaux venus ? Ces derniers sont considérés comme favorisés par la droite. La viabilisation des terrains est répartie sur toute la population communale donc aussi sur les agriculteurs qui n'en bénéficient pas. Le coût social des nouveaux venus est jugé comme élevé puisqu'il faut l'« occuper » (relation avec adduction d'eau et évacuation eaux usées).

- Les nouveaux venus ne se sentent peut-être pas aussi différents et ont l'impression d'être trop observés par les autochtones. Ils apprécient St Pierre pour l'intériorité de la vie collective et pour le calme (la campagne).
- Constructions nouvelles sur des nouveaux lieux, ça coûte moins cher sur les plans financier et social. Les nouveaux venus sont repérés comme un groupe concurrent qui fait remarquer et met en relief la fin de la mentalité traditionnelle du village que voudraient conserver les élus.
- Est-ce qu'avant l'ambiance du village était meilleure que maintenant ?
St Pierre, c'est mieux maintenant, est-ce que ça a beaucoup changé ?
Y'a-t-il une opposition agriculteurs / nouveaux venus ?
Est-ce la fin du « village » Est-on trop spécialisé maintenant ?

Clivage supérieur droite / gauche ?

- Selon la droite, en fait, plus que les nouveaux arrivants, ce sont les gens de gauche qui sont favorisés par la municipalité. Le clivage droite / gauche est ressenti depuis longtemps : calottins contre bouffe-curés. Ce clivage avait été réactualisé en 65 par la prise du pouvoir local par la gauche (7 contre 6) qui vit la droite boycotter le village (commerçants en fête notamment). L'opposition s'est alors repliée sur le football qui s'est axé dans une action contre le foyer. L'affaiblissement de la droite, battue en 71 et 77, réduite à 30% des voix, a conduit la municipalité à tenter une animation mettant en jeu le foot.
- La personnalité du maire est pour beaucoup dans l'émergence de l'opposition droite / gauche puisque communiste. Compétent, il a réussi à l'enraciner, il est considéré valable sur le plan des idées, finances et démocratie, mais la droite lui reproche de rechercher les actions d'éclat et de prestige sans songer au long terme ou alors après. L'image « Jeannot », né dans le village, fait penser à la dernière qu'il peut réaliser, l'union du village dans la démocratie, ceci pour préserver son unité culturelle, unité que la droite croit disparue et est prête à remettre en cause par la fusion sous condition de respect des réalités (volonté de donner à la politique agricole un caractère prioritaire au niveau du canton puisque coopératives et indéracinabilité du maire).
- La gauche est assimilée à l'activisme qui « emmerde » le monde, qui nie l'individu et veut tout organiser, même les loisirs, la gauche juge positif la perception du clivage puisqu'au fond elle permet de repérer ceux qui ne pensent qu'à eux et ceux qui sont prêts à penser aux autres.
 - Droite/gauche fortement ressentie à cause de l'appartenance du maire au P.C., de son activité intense sur le plan communal et même cantonal, clivage au fond jugé comme inévitable puisqu'il faut des options pour gérer la commune.
 - Le clivage droite/gauche est-il révisable ? Pouvez-vous repérer à droite les critères légaux de la commune ? L'appartenance au P.C. du maire est-il porteur de gênes sur le plan communal ou au contraire bénéfique ?
Considérez-vous Jeannot plus comme un enfant du village que comme un communiste ?
La droite a-t-elle été négative dans son attitude ? Que permet « les 4 jours » ?
Le clivage droite/gauche est-il inéluctable ?

Distinguer les facteurs nationaux du malaise (évolution du mode de vie liée à la séparation lieu de résidence / lieu de travail, intervention des médias, entrée en compte du clivage droite/gauche, spécialisation du travail) des facteurs locaux (vieux clivage droite / gauche, émergence d'une union, rapide transformation de la commune agricole vers une population d'ouvriers et d'employés).

Vérifier si le malaise est perçu de la même manière chez les principaux acteurs du pouvoir local et chez les éléments de la population citoyenne.

Anecdote marquante transmise verbalement par Jean LAFOURCADE

Un terrible accident survient dans l'un des lotissements : un enfant fait une chute en jouant avec ses copains, et s'évanouit le visage enfoncé dans une flaque d'eau. L'alerte est donnée par les participants suscitant une intervention trop tardive pour empêcher la noyade.

Or, lors des funérailles de l'enfant, les habitants des lotissements se sont mobilisés pour apporter leur soutien à la famille endeuillée, mais très peu d'habitants du bourg de St Pierre d'Aurillac.

La démonstration était faite, s'il en était besoin, à l'occasion d'un drame que tout le monde aurait préféré éviter, de la coupure entre bourg et lotissements.